

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 20 mars 1953, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

Page

Message du Président au sujet du récent séisme en Turquie..... 499

Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées
et de tous les armements: rapport de la Commission du désarmement
(A/2127, A/2226, A/C.1/L.30 et A/C.1/L.31) [suite]..... 499

Président: M. João Carlos MUNIZ (Brésil).

Message du Président au sujet du récent séisme en Turquie

1. Le PRESIDENT se fait l'interprète des membres de la Commission en priant le représentant de la Turquie de bien vouloir transmettre à son gouvernement ses regrets à l'occasion de la catastrophe sismique qui vient de frapper son pays.

2. M. SARPER (Turquie) remercie le Président de son intervention. Il souligne que son pays a subi de lourdes pertes dans le récent tremblement de terre. Le peuple turc a appris depuis longtemps à souffrir sans se plaindre, mais il est toujours sensible aux efforts des peuples civilisés tendant à lui venir en aide. Il rappelle à ce sujet le souvenir inoubliable que créa en 1939 l'aide symbolique de la Finlande, alors en guerre pour son indépendance, lorsque la Turquie fut victime d'une terrible catastrophe.

Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les arme- ments: rapport de la Commission du désarme- ment (A/2127, A/2226, A/C.1/L.30 et A/C.1/ L.31) [suite]

[Point 17*]

3. M. JOHNSON (Canada) rappelle que le rôle essentiel des Nations Unies est d'aplanir les obstacles entre les nations et non de placer les débats au niveau de la propagande. Au sein de la Commission, les Puissances occidentales ne cherchent pas à prouver la justesse de leur cause, mais simplement à voir comment la Commission du désarmement pourrait aboutir à un résultat, malgré la difficulté de sa tâche. Il ne paraît pas utile que les délégations qui n'ont pas participé aux travaux de la Commission du désarmement examinent dans le détail les projets de résolution ou les propositions qui furent présentées à cette commission. C'est pourquoi le Canada s'est joint aux auteurs du projet de résolution des quatorze Puissances (A/C.1/L.30), rédigé en des termes très généraux.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

4. Il est évident que, sans l'accord des grandes Puissances, on ne peut songer à aboutir au désarmement. De plus, il est nécessaire qu'au cours du processus du désarmement, il ne se produise à aucun moment un déséquilibre entre les Puissances. Pour arriver à un désarmement progressif et équilibré, il faut que règne une atmosphère de confiance. Il est difficile d'envisager ce désarmement tant que continuent la guerre en Corée d'une part et la course aux armements de l'autre. La paix actuelle n'est pas basée sur la confiance, mais sur la crainte. Comme l'a dit le Premier Ministre du Canada, M. Saint-Laurent, le but visé par les Puissances occidentales est d'empêcher une troisième guerre mondiale, et non de la gagner. Pour cela, il est évident que l'on ne peut entamer des négociations dans un état d'infériorité. Des négociations utiles ne peuvent être engagées que si elles sont fondées sur la confiance. Le monde libre a été obligé d'augmenter ses forces armées dans un but défensif. Ses forces armées ne constituent pas une menace pour l'Union soviétique. Elles devront être maintenues tant que la preuve n'aura pas été fournie que des négociations sont possibles. Il se pourrait, au surplus, que des négociations sur le désarmement soient rendues possibles par une amélioration de la situation dans d'autres domaines, par exemple par la cessation des combats en Corée ou par la suppression de la campagne de haine contre les Etats-Unis, menée par l'URSS. Quel que soit le domaine où un accord se produirait, cet accord aurait des conséquences favorables sur le désarmement. Entre-temps, il n'est pas inutile de continuer à préparer la voie au désarmement en poursuivant des travaux techniques qui pourront être utilisés au moment où une bonne volonté réciproque se manifesterait.

5. Les propositions de l'Union soviétique à la Commission du désarmement, qui ont été exposées dans la partie II, section A, du deuxième rapport de la Commission du désarmement (DC/20), adressé au Secrétaire général sous la cote A/2226, sont réellement trop simplistes. En particulier, aucune délégation occidentale n'a pu obtenir d'explication concrète sur un certain nombre de slogans utilisés par l'URSS dans ses propositions. A la 578ème séance de la Première Commission,

le représentant de l'Union soviétique a prétendu que les propositions de sa délégation étaient claires, mais en fait il a simplement répété des formules continuellement présentées depuis 1947. Il est cependant nécessaire que la délégation de l'URSS fournisse des précisions sur un certain nombre de points pour que la Commission du désarmement puisse progresser dans ses travaux.

6. En résumé, les propositions de l'Union soviétique tendent, premièrement, à l'interdiction inconditionnelle des armes atomiques et au contrôle international simultané de cette interdiction; deuxièmement, à la réduction d'un tiers des armements des cinq grandes Puissances dans le délai d'un an; troisièmement, à la présentation, par tous les Etats, dans le délai d'un mois après signature de la convention sur l'interdiction des armes atomiques et sur la réduction des armements, de renseignements officiels sur leurs armements, leurs forces armées, leurs armes de destruction massive et sur leurs bases militaires à l'étranger; quatrièmement, à la création d'un organe international de contrôle, dans le cadre du Conseil de sécurité, chargé de procéder à des inspections continues, sans avoir le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats.

7. Malgré leur apparente simplicité, ces propositions présentent des difficultés. L'objection la plus grave qu'on puisse leur faire se rapporte au système de l'inspection. Le représentant de l'URSS à la Commission du désarmement a déclaré qu'il était en faveur d'un contrôle international strict, fondé sur un système d'inspection sur une base continue, sans que cette inspection puisse franchir les limites du domaine réservé aux Etats. Il apparaît donc que le système préconisé par l'URSS n'est pas une inspection permanente, mais seulement une inspection "sur une base permanente", ce qui veut dire que les inspecteurs des Nations Unies n'auraient pas le droit d'accomplir leur mission à tout moment et dans n'importe quelle usine atomique. Il est évident que toute forme d'inspection internationale peut être considérée comme une intervention dans les affaires intérieures d'un Etat. Dès lors, la formule de l'URSS tendant à n'accepter des inspecteurs internationaux que dans les usines de leur choix au moment accepté par eux, si elle ne constitue pas une ingérence dans les affaires intérieures, est, pour la même raison, inefficace et ne fournit pas les garanties nécessaires. A quoi servirait-il, en effet, d'interdire l'usage des armes de destruction massive si, en adoptant une formule du genre de celle proposée par l'URSS, on ne garantissait pas que cette interdiction sera respectée? Dans ces conditions, on ne peut qu'espérer que la délégation de l'URSS fournira ultérieurement des propositions plus détaillées et plus réalistes à propos du programme d'inspections.

8. Le rapport de la Commission du désarmement indique clairement dans sa partie IV, section B, qu'au cours des travaux de la Commission, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont soumis des propositions détaillées concernant les principes essentiels du désarmement, la divulgation et la vérification progressives et continues de renseignements sur les armements et les forces armées, ainsi que sur les armes atomiques et de destruction massive, et des propositions relatives à la limitation numérique des armements et des forces armées. Ces dernières propositions notamment envisageaient une réduction des forces armées de l'URSS et des Etats-Unis de plus de la moitié de leurs niveaux actuels, dans le cadre d'une réduction équilibrée des

effectifs des deux parties. Il est évident que toute réduction des forces armées ou des armements doit être effectuée en tenant compte de données connues à l'avance et doit être garantie par un système d'inspection efficace. Pour sa part, le Canada a accepté les plafonds qui lui seraient imposés par ce plan, c'est-à-dire des effectifs réduits à moins d'un centième de la population, dans le cadre d'un plan progressif et général de désarmement. Quoique le représentant de l'URSS à la Commission du désarmement ait déclaré qu'il était prêt à étudier les propositions sérieuses qui seraient présentées, il a estimé que ces propositions sur la limitation numérique des forces armées ne valaient pas la peine d'être prises au sérieux. Par contre, il n'a pas présenté lui-même de propositions détaillées sur la question.

9. Il est inexact que la Commission du désarmement ait, aux dires du représentant de l'URSS, refusé d'examiner sa proposition sur l'interdiction de la guerre bactérienne. La Commission, tenant compte de son mandat, a simplement refusé d'examiner une proposition tendant à formuler des accusations concrètes sur l'usage qui aurait été fait des armes bactériennes; elle ne s'est pas refusée cependant à examiner des propositions sur le principe de l'interdiction de ces armes.

10. Au sein de la Commission du désarmement, la délégation du Canada a déjà exprimé ses regrets de l'absence de résultats obtenus au cours de la première année de ses travaux. On ne peut que constater que l'URSS prétend constamment suivre une politique de paix et favoriser le désarmement, alors qu'en fait, elle s'oppose à tous les efforts accomplis dans cette voie. Au contraire, les Puissances occidentales présentent des propositions concrètes et précises qui, malheureusement, ne reçoivent pas d'écho de la part de l'URSS.

11. La Commission du désarmement est un des forums où il est possible d'entrer en négociations sérieuses avec l'Union soviétique. Aussi faut-il espérer qu'avant la prochaine session de l'Assemblée, des progrès auront pu être accomplis. Si l'URSS est désireuse de négocier, elle peut être assurée que les Puissances occidentales franchiront plus de la moitié du chemin pour la rencontrer.

12. M. W. DAVID (Libéria), rappelant que, depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies s'est préoccupée du problème du désarmement, constate que la Commission du désarmement n'a pas été en mesure de rapprocher les points de vue de l'URSS et des Puissances occidentales. Il donne lecture des propositions formulées de part et d'autre au cours de la sixième session de l'Assemblée générale et fait observer que, s'il y a un accord unanime sur la nécessité du désarmement dans le cadre d'un système de contrôle international, il y a désaccord sur les méthodes pour arriver à ce but. Tandis que les uns préconisent de proclamer le désarmement avant de fournir des renseignements sur les armements, les autres prétendent que la divulgation et la vérification de renseignements doivent précéder tout accord tendant au désarmement. Cette opposition n'est pas nouvelle et, jusqu'à présent, chacun est resté sur ses positions.

13. Etant donné la méfiance actuelle et le développement de la course aux armements, il est étrange d'envisager un désarmement. En effet, ce serait une folie pour un Etat de faire reposer sa sécurité sur un accord qui ne serait pas respecté unanimement. La Commission du désarmement doit poursuivre ses travaux, mais on ne peut lui donner un mandat concret tant qu'il n'y a aucun

espoir qu'elle aboutisse au but désiré. Tout d'abord, il est évident que seule la confiance entre les grandes Puissances permettrait d'aboutir au désarmement. En outre, ce serait une illusion de croire que la guerre aurait disparu dans un monde totalement désarmé. On ne pourra écarter la guerre que lorsque chaque Etat se considérera comme le gardien de la sécurité de chacun des autres Etats.

14. La délégation du Libéria participe aux débats sur la question du désarmement, car, si son pays est relativement peu armé, il n'en est pas moins vrai que, dans une guerre moderne, tous les Etats, grands ou petits, seront appelés à souffrir. Dans l'état actuel des choses, on ne peut préconiser un désarmement total, car il faudrait d'abord que les grandes Puissances reconnaissent que leurs rapports doivent être fondés sur des principes de justice et de bonne volonté réciproque et admettent un abandon partiel de leur souveraineté. Malgré les échecs subis jusqu'à présent, tout espoir ne doit pas être perdu pour l'avenir. C'est dans cet esprit que la délégation du Libéria donne son appui au projet de résolution des quatorze Puissances.

15. M. BIRECKI (Pologne) constate que les différents organes des Nations Unies qui ont étudié le problème du désarmement n'ont abouti à aucun résultat concret, car la politique de guerre et la course aux armements aux Etats-Unis ont augmenté la tension internationale, en diminuant par ailleurs le niveau de vie des populations. La Charte des Nations Unies stipule cependant, dans ses Articles 11 et 26 respectivement, que l'Assemblée peut faire des recommandations sur le principe du désarmement et que le Conseil de sécurité doit élaborer des plans en vue d'établir un système de réglementation des armements. La Première Commission ne peut rester indifférente à l'état de choses actuel. Elle doit prendre des mesures pour diminuer le niveau des armements, afin de répondre à l'attente de l'opinion publique mondiale et de contribuer à une détente internationale.

16. A la 577ème séance, le représentant des Etats-Unis ne s'est pas préoccupé du problème du désarmement. Il se référa, par contre, au discours du président Eisenhower, dans lequel ce dernier indiquait que le but de sa politique était d'augmenter la puissance ainsi que les armements des Etats-Unis. On peut affirmer que cette politique de puissance effectuée par les Etats-Unis est une des causes de l'insuccès des Nations Unies dans le domaine du désarmement.

17. Le rapport de la Commission du désarmement est une nouvelle preuve de l'échec des travaux de cet organe des Nations Unies. Il fait ressortir que les trois Puissances occidentales ont entravé ses travaux en présentant à nouveau des propositions rejetées précédemment. La tactique de la délégation des Etats-Unis dans les divers organes des Nations Unies fut d'assurer à son gouvernement le monopole de la bombe atomique et de légaliser, sous le couvert du désarmement, les armements massifs des Etats de l'Atlantique nord. Par contre, la délégation de l'URSS n'a cessé de présenter des propositions tendant à l'interdiction immédiate et inconditionnelle des armes atomiques, au contrôle efficace de cette interdiction et à la réduction réelle des armements et des forces armées.

18. C'est en 1946 que fut créée la Commission de l'énergie atomique, en application de la résolution 1 (I) de l'Assemblée générale, adoptée à l'unanimité le 24

janvier de la même année, avec le mandat de présenter des propositions pratiques tendant à l'interdiction des armes atomiques et de destruction massive et au contrôle efficace de cette interdiction. Déjà à cette époque la délégation des Etats-Unis présenta des propositions assurant à son pays un monopole en matière d'énergie atomique. Le plan qu'elle présenta¹, connu sous le nom de plan Baruch, visait à instituer un supertrust atomique contrôlé par les Etats-Unis, tout en repoussant à une étape reculée l'interdiction des armes atomiques. La délégation de l'Union soviétique, par contre, en 1946², puis en 1947³, présenta un plan permettant l'interdiction immédiate des armes atomiques, la destruction des stocks des bombes existantes et l'établissement d'un système de contrôle international de cette interdiction. Après que les Etats-Unis eurent perdu leur monopole en matière de fabrication de bombes atomiques, leur attitude resta cependant la même. Elle consista essentiellement à intensifier leurs recherches sur les bombes à hydrogène.

19. La Commission des armements de type classique fut créée en 1947, à la suite de la résolution 41 (I) du 14 décembre 1946, adoptée sur l'initiative de l'Union soviétique. Cette résolution, en réaffirmant le principe de l'interdiction des armes atomiques, établissait les méthodes qui devaient assurer la réduction des armements de type classique. C'est également à l'initiative de l'URSS au Conseil de sécurité qu'est due la création de la Commission par le Conseil. Malheureusement, la Commission aboutit également à une impasse, à la suite de la présentation de propositions sur la divulgation de renseignements sur les armements. La délégation polonaise, qui participa aux travaux de cette Commission en 1946 et en 1947, appuya sans réserve les propositions de l'Union soviétique tendant à l'interdiction des armes atomiques et à la réduction des armements de type classique.

20. A la sixième session de l'Assemblée générale, l'impopularité croissante de la politique d'armement des Etats-Unis devint tellement évidente que les Etats-Unis furent obligés de présenter un plan de désarmement. Ce plan, cependant, précédé par une campagne de presse, sanctionnait la course aux armements en prévoyant un inventaire des armements mondiaux sans fournir de solution au problème de l'interdiction des armes atomiques et à celui de la réduction des armements et des forces armées. C'est ainsi que le *Washington Post* du 8 novembre 1951 pouvait écrire que les propositions des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni, qui mêlaient la propagande à la politique, n'étaient présentées que pour la galerie et traduisaient l'inquiétude de ces gouvernements. Par contre, la délégation de l'Union soviétique présenta des propositions tendant à proclamer l'interdiction inconditionnelle des armes atomiques et l'établissement d'un contrôle international strict de cette interdiction, recommandant aux cinq grandes Puissances une réduction des armements d'un tiers, la divulgation de tous les renseignements sur les forces armées, y compris les armements atomiques et les bases militaires à l'étranger, dans le délai d'un mois, la création dans le cadre du Conseil de sécurité d'un organe international de contrôle et la

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels de la Commission de l'énergie atomique, première année*, No 1.

² *Ibid.*, No 2.

³ *Ibid.*, deuxième année, No 2.

convocation d'une conférence mondiale sur les questions de désarmement.

21. La Commission du désarmement fut créée par la résolution 502 (VI) du 11 janvier 1952 qui recommandait, entre autres, l'adoption d'un plan de travail présenté par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni. Cette recommandation a malheureusement influé sur les travaux de la Commission qui rejeta, le 19 mars, le plan de travail proposé par l'Union soviétique. Le représentant de la Pologne donne lecture du plan de travail de l'URSS reproduit dans la partie II, section A, du deuxième rapport de la Commission du désarmement et constate à regret que la Commission a adopté le plan de travail présenté par les Etats-Unis, qui se bornait à prévoir une divulgation et une vérification progressive et continue des armements. Ultérieurement, les Etats-Unis proposèrent de mettre ce plan en application en prévoyant cinq étapes successives. Le but manifeste de cette proposition était d'éviter de réduire les armements et d'interdire les armes atomiques, tout en obtenant des informations sur les armements des autres Etats.

22. A la 12^{ème} séance de la Commission du désarmement, le 28 mai 1952, les trois Puissances occidentales présentèrent une proposition sur la limitation numérique des forces armées. Le caractère hypocrite de cette proposition résulte du fait qu'elle ne prévoit pas une réduction des armements et qu'elle a pour but d'assurer une hégémonie des Puissances signataires du Traité de l'Atlantique nord. Cette proposition ne fait même pas mention des bases militaires situées à l'étranger et repousse à un avenir indéterminé l'interdiction des armes de destruction massive.

23. Au cours des travaux de la Commission, la délégation de l'URSS lança un appel en faveur de la ratification du Protocole de Genève de 1925 sur l'interdiction des armes chimiques et bactériennes. Le représentant des Etats-Unis a indiqué que son pays n'avait pas l'intention de ratifier ce protocole. Il apparaît ainsi que, non seulement les Etats-Unis ne veulent pas donner leur accord à une convention interdisant l'usage des armes de destruction massive, mais refusent même d'adhérer à un accord existant sur l'interdiction des armes bactériennes.

24. La Commission du désarmement se trouve donc dans une impasse à la suite du rejet par les Puissances occidentales des propositions concrètes de l'Union soviétique et de l'attitude intransigeante des Etats-Unis. Contrairement à ce qu'a dit le représentant des Etats-Unis, ce n'est pas un paradoxe que la Commission poursuive ses travaux à une époque de course aux armements, car cette commission ne doit servir, aux yeux des représentants des Etats-Unis, qu'à masquer la politique d'armement de leur pays.

25. Cette politique d'armement se traduit notamment par le développement du réseau de bases militaires à l'étranger. On compte actuellement plus de 200 bases américaines en dehors des Etats-Unis, desservies par 1.500.000 hommes. Les constructions d'usines de bombes atomiques ne font qu'augmenter. Au cours de l'exercice financier 1952-1953, la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis dépensa plus d'un milliard de dollars à la construction de nouvelles usines. Selon le rapport de cette commission, 8 milliards de dollars ont été dépensés jusqu'à présent. En même temps, cette course aux armements est une source de profits pour les divers monopoles américains. C'est ainsi que, d'après

le *New York Herald Tribune*, les profits de ces monopoles sont passés de 19 milliards en 1945 à 40 milliards en 1952. Ces phénomènes s'accompagnent de campagnes hystériques de propagande de guerre et de menaces d'emploi de la bombe atomique. La revue *U.S. News & World Report* du 30 janvier 1953 indiquait que les Etats-Unis possédaient un stock de bombes atomiques suffisant pour anéantir toutes les villes de l'URSS.

26. Les Etats-Unis ne se bornent pas seulement à faire de leur économie une économie de guerre. Ils transforment également l'économie de leurs partenaires dans un sens analogue. C'est ainsi que le troisième rapport de l'Administrateur du Programme de sécurité mutuelle de décembre 1952 indique qu'au cours de l'exercice financier 1951-1952, les dépenses militaires des Etats européens membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord se sont élevées à plus de 9 milliards de dollars et s'élèveront à plus de 10 milliards en 1953. Cette politique de dépenses militaires entraîne naturellement la ruine des populations. Le Royaume-Uni a dû réduire de 160 millions de livres les subsides gouvernementaux pour le ravitaillement. La valeur réelle des salaires en France, en Italie et ailleurs a fortement baissé, tandis que le chômage ne fait qu'augmenter. Les Etats en question ne pouvant répondre aux exigences des Etats-Unis en matière d'armements, ces derniers sont obligés de faire jouer la propagande et de proférer des menaces à l'égard de leurs partenaires européens et, particulièrement, à l'égard de la France.

27. Le représentant de la Pologne rappelle que le représentant de la Belgique avait insinué qu'en présentant une proposition sur le désarmement, la délégation polonaise avait agi sous la pression de la délégation de l'URSS. Il ne peut laisser passer cette remarque et fait observer que les relations entre la Belgique et les Etats-Unis sont telles que M. Stassen a pu déclarer au Sénat des Etats-Unis que la politique du président Eisenhower consistait à établir des rapports directs entre les Etats-Unis et ses partenaires d'Europe occidentale, allant jusqu'à affecter la composition de leurs gouvernements.

28. La Première Commission doit se prononcer sur les deux projets de résolution qui lui ont été présentés. Le projet de résolution des quatorze Puissances (A/C.1/L.30) tend simplement à maintenir l'impasse dans laquelle se trouve actuellement la Commission du désarmement. Le projet de résolution de l'URSS (A/C.1/L.31), que la délégation polonaise appuie entièrement, prévoit par contre un plan de travail concret, envisageant des mesures pratiques pour la réduction des armements et des forces armées, pour l'interdiction des armes atomiques, des armes bactériennes et, en général, de toutes les armes de destruction massive et pour la création d'un système de contrôle international rigoureux. Ce plan prévoit en outre que la Commission fasse rapport à l'Assemblée et au Conseil de sécurité avant le 1^{er} juillet 1953. Ce projet de résolution répond essentiellement aux aspirations profondes des peuples épris de paix qui attendent des Nations Unies qu'elles accomplissent leurs obligations en matière de désarmement.

29. Sir Percy SPENDER (Australie) rappelle que les peuples du monde aspirent ardemment à la paix et souhaitent qu'il soit mis fin à la course aux armements, d'autant plus qu'ils connaissent les dangers que font courir à l'humanité deux blocs puissants qui consacrent tant d'énergie aux forces de guerre. C'est pour répondre

à ces aspirations des peuples que les trois grandes Puissances du monde non soviétique ont proposé, à la sixième session de l'Assemblée générale, une méthode susceptible d'aborder le problème du désarmement et, notamment, d'éviter l'emploi des armes atomiques. L'Assemblée générale a défini les principes fondamentaux de ce programme et a institué la Commission du désarmement.

30. Jusqu'à présent, cet organisme n'a pu qu'enregistrer les attitudes respectives du groupe soviétique d'une part, et des autres principales Puissances d'autre part. La faute en incombe à l'Union soviétique, qui rendra impossible tout progrès en matière de désarmement tant qu'elle continuera à refuser même de discuter les principes et méthodes proposés par les gouvernements démocratiques et acceptés par l'Assemblée générale.

31. Il convient néanmoins de poursuivre les efforts commencés afin de ne négliger aucune possibilité de négociation et d'action. Il faut bien dire cependant que, s'il est possible d'envisager la modification de certains principes acceptés par l'Assemblée générale, il en est un qui doit rester immuable bien qu'il ait été rejeté par l'Union soviétique; il s'agit du principe de la vérification et de l'inspection internationale permanente. Les peuples du monde savent que le désarmement et la sécurité ne peuvent dépendre de mesures unilatérales; si leurs gouvernements agissaient ainsi, ils trahiraient leurs ressortissants, qui seraient livrés au bon vouloir des autres.

32. Comme le représentant de la Grèce l'a dit (578ème séance), l'œuvre de la Commission du désarmement a eu au moins l'avantage de faire apparaître clairement que c'est par l'obstruction de l'Union soviétique que les travaux de la Commission ont été réduits à néant. En fait, les motifs de cette obstruction ne sont pas encore très clairs. Certes, les représentants de l'Union soviétique ont voulu transformer la Commission du désarmement en une tribune de propagande, méthode qu'ils ont déjà appliquée dans tous les autres organes des Nations Unies, mais il se peut qu'ils l'aient fait non seulement pour attaquer les principaux gouvernements démocratiques, mais aussi pour convaincre tant leur propre peuple que le monde entier que la volonté de paix est l'apanage exclusif du Gouvernement de l'Union soviétique. Il ressort des déclarations des représentants de l'URSS qu'ils veulent se garantir contre toute brèche éventuelle dans le "rideau de fer"; il leur faut à la fois persuader leur propre peuple qu'ils cherchent à réaliser le désarmement et aussi peut-être isoler ce peuple de tout contact avec l'extérieur. Dans ce cas, les représentants de l'Union soviétique se heurtent à une contradiction évidente entre la volonté qu'ils proclament de rechercher le désarmement et la détermination de leur gouvernement d'isoler leur pays du reste du monde. S'ils cherchent à éviter la vérification, point essentiel de tout programme de désarmement, c'est sans doute parce qu'ils craignent avant tout une influence possible du monde démocratique sur le peuple de l'URSS; tel serait le risque d'une faille dans le "rideau de fer" par où pénétreraient inévitablement les vraies idées libératrices incompatibles avec le système actuel de dictature. Si une telle crainte n'existe pas, si le peuple de l'Union soviétique souhaite vraiment conserver le mode de vie dont il jouit, pourquoi ne pas lever le "rideau de fer"?

33. En fait, c'est la vraie raison pour laquelle l'Union soviétique s'acharne à présenter toujours les mêmes propositions de réduction d'un tiers des forces armées, en toute ignorance des niveaux existants, et d'interdiction immédiate des armes atomiques sans prévoir pour autant les dispositions techniques d'exécution. Il ne s'agit bien là que de déclarations sur le papier, d'un écran de fumée destiné à leurrer le peuple de l'Union soviétique.

34. Il faut cependant maintenir en existence la Commission du désarmement, car on peut espérer qu'un moment viendra où les dirigeants soviétiques changeront leur politique et leur tactique et parviendront à quelque accord de base grâce auquel les premières étapes du désarmement tout au moins pourront être amorcées. C'est alors qu'il sera essentiel d'avoir à la disposition de la Commission des études techniques approfondies sur les mesures à prendre en vue de la réalisation du programme.

35. Selon les paroles de M. Malenkov, le monde peut être assuré de l'attitude pacifique de l'Union soviétique. Chacun souhaite qu'il ne s'agisse pas là de simples paroles, mais bien d'une réalité profonde. Une atmosphère de suspicion, de méfiance et même d'hostilité enveloppe le monde; tant que cette atmosphère subsistera, il ne saura y avoir même un commencement de désarmement. La délégation de l'Australie conserve néanmoins de l'espoir, et, dans cet esprit, appuie le projet de résolution des quatorze Puissances, qui permettra à la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux.

36. M. RODRIGUEZ FABREGAT (Uruguay) insiste sur la responsabilité qui incombe à l'Assemblée générale lorsque, dans une époque de tension extrême, il lui revient d'examiner le problème du désarmement. Le fait que les difficultés soient considérables n'autorise pas pour autant l'abandon de cette tâche. L'examen du deuxième rapport de la Commission du désarmement fournit l'occasion de nouvelles tentatives dans ce sens.

37. Deux points essentiels ressortent de la résolution 502 (VI) de l'Assemblée générale: l'évaluation quantitative des forces militaires et la limitation qualitative des armements.

38. En dernière analyse, dans l'esprit de l'homme moyen, le problème du désarmement n'est rien d'autre que le problème même de la paix ou de la guerre, et c'est manifestement dans cet esprit qu'a été rédigée et adoptée la résolution en question.

39. Pour un problème aussi essentiel, l'Assemblée générale a trouvé les formules qui convenaient; elle a assumé sa part de responsabilité dans ce problème universel et a créé une Commission du désarmement qui a fonctionné, non pas sous son contrôle exclusif, mais aussi sous celui du Conseil de sécurité. Elle n'a pas négligé l'opinion adverse qui s'est fait entendre dans les discussions et ne l'a nullement exclue des études ultérieures. Les principes généraux qu'elle a fixés constituent en fait l'articulation d'un système de désarmement véritable. La divulgation, la vérification progressives et continues de toutes les forces armées et de tous les armements, la création à cette fin d'un organe international de contrôle, l'interdiction de l'emploi de l'énergie atomique à des fins militaires et l'abolition des armes de destruction massive sont autant d'éléments de base indispensables à tout système bien fondé.

40. Certes, on n'attendait pas de la Commission du désarmement un miracle, et ceux qui la critiquent le plus à présent ne pouvaient exiger d'elle une foi que, pour leur part, ils n'ont jamais eue. On pouvait cependant espérer le retour d'une telle foi, qui aurait permis d'aboutir à un accord dans le sens des propositions de l'Assemblée.

41. Le deuxième rapport de la Commission du désarmement ne modifie en rien l'avis de la délégation de l'Uruguay, qui a voté en faveur de la résolution 502 (VI). C'est dans le même esprit qu'elle appuie ce que l'on pourrait appeler les conclusions générales de ce rapport et qu'elle votera en faveur du projet de résolution des quatorze Puissances.

42. Il ressort de ce deuxième rapport, actuellement à l'étude par la Première Commission, qu'à côté des plans de travail soumis par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, l'attention de la Commission a été détournée vers des polémiques de caractère purement politique. Ces polémiques ont du reste été reprises au sein même de la Première Commission par divers orateurs. On a repris de vieux thèmes, on a protesté l'illégalité des résolutions adoptées; ces critiques ne sont guère convaincantes. Pendant tout ce temps perdu, l'homme moyen, anxieux de l'écho des explosions expérimentales des armes nouvelles, attend vainement une œuvre constructrice de paix.

43. Les discours prononcés par les représentants du bloc soviétique incitent à se demander si les hommes de tant de pays différents se réunissent vraiment ici pour agir avec arbitraire et violer les textes messagers de paix et d'harmonie aux noms desquels l'Organisation les groupe. Il n'est pas mauvais de rappeler que l'équilibre admirable de la Charte de San-Francisco a été établi alors que la guerre n'était pas terminée. La Charte, consacrée par les martyrs de la libération, est devenue la loi universelle de la paix. C'est sur son ordre que les représentants des différentes nations s'efforcent d'instituer des méthodes qui garantissent la bonne entente entre tous les êtres humains.

44. Tous les organes des Nations Unies se sont mis à la tâche. On a élaboré des méthodes et des procédures. Lorsque le Conseil de sécurité s'est trouvé temporairement paralysé, l'Assemblée a repris l'étude des problèmes concernant les mesures collectives, le désarmement et, en un mot, tous les problèmes de la paix. Ainsi, la paralysie momentanée de l'un de ses principaux organes n'entraîne pas pour autant la paralysie générale de l'Organisation. C'est à cette occasion que la Commission intérimaire de l'Assemblée générale fut chargée, par la résolution 111 (II) de l'Assemblée, d'élaborer des méthodes en vue de la solution pacifique des différends, conformément au Chapitre VI de la Charte. On a prétendu que cette commission était illégale. Pour sa part, la délégation de l'Uruguay lui a donné son appui. Elle a voulu qu'elle étudie le système de l'arbitrage obligatoire proposé par l'Uruguay à la Conférence de La Haye de 1907, et qui est consacré dans l'article 6 de la Constitution uruguayenne.

45. Après avoir renvoyé à la Commission intérimaire l'étude des possibilités que renfermait le Chapitre VI de la Charte pour le règlement pacifique des différends, l'Assemblée adopta la résolution 290 (IV), du 1er décembre 1949, intitulée: "Eléments essentiels de la paix" dont l'objet est uniquement de mettre au point

les principes de la sécurité collective. La résolution 377 (V) du 3 novembre 1950, intitulée: "L'union pour le maintien de la paix", créait une Commission d'observation pour la paix ainsi qu'une Commission chargée des mesures collectives. Cette résolution procédait du même esprit. On admettrait difficilement que tous ces efforts successifs soient considérés comme illégaux, et que les représentants de tant de pays qui, en prenant la Charte pour guide, versent dans ce débat le meilleur de leurs efforts, soient constamment dans l'illégalité. Il serait également difficile de croire que seules les délégations qui se posent en accusatrices détiennent la vérité et demeurent dans la légalité.

46. Dans la réalité de l'histoire, le réarmement a chaque fois marqué des époques qui aboutirent fatalement à des guerres sanglantes. Le représentant des Etats-Unis, dans son dernier exposé (577ème séance), a dépassé le cadre étroit des débats. Il a formulé deux questions dans lesquelles se résume l'essentiel du problème: le moment est-il venu où le Gouvernement de l'Union soviétique désire traiter de façon constructive le problème du désarmement, problème que la Charte reconnaît comme fondamental pour l'établissement de conditions de paix? Est-ce que l'Organisation des Nations Unies constitue le cadre dans lequel le représentant de l'Union soviétique est prêt à négocier avec ses collègues pour donner forme concrète à cette politique de paix tant de fois réaffirmée par les dirigeants de l'Union soviétique? Ainsi posé, le problème se simplifie. Ces questions sont celles qui inquiètent tous les hommes de bonne volonté. Ce sont celles qu'ils se posent, sachant qu'ils pourront, demain, devenir les holocaustes offerts dans une nouvelle guerre qui, comme les précédentes, n'aura pu être évitée.

47. Le représentant des Etats-Unis avait insisté sur le fait que ses questions ne demandaient pas une réponse hâtive, mais nécessitaient un certain temps de réflexion. C'était un bon conseil à suivre. La réponse rapide donnée par le représentant de l'Union soviétique ne peut être considérée comme valable et suffisante. En fait, il a éludé la difficulté. Il est pourtant grand temps, alors que les engins de destruction massive se perfectionnent de jour en jour, que ces deux questions trouvent une réponse sincère. La lutte risque de devenir inéluctable, peut-être simplement parce qu'une réponse vraiment pacifique n'aura pas pu être donnée. C'est pourquoi la délégation de l'Uruguay demande instamment au représentant de l'URSS de ne pas éluder des questions si fondamentales. C'est là que réside encore l'espoir de tous les hommes de bonne volonté, fils de ceux qui, de génération en génération, ont été sacrifiés dans des guerres futiles.

48. La responsabilité qui pèse sur tout représentant de son pays exige de la délégation de l'Uruguay l'insistance qu'elle montre à réclamer une réponse. Elle ne veut ni blesser ni froisser quiconque, mais il est de fait que ces deux questions pourraient être posées à nouveau demain, non plus ici, non plus par une délégation à l'Assemblée, mais hors de cette enceinte et sur un ton plus dur. Il en serait ainsi si la réponse se faisait attendre, si cette liberté tranquille qui permet aux nations de mieux vivre disparaissait, en un mot si les voies du progrès et de la paix étaient abandonnées pour celles des armes et de la guerre.

49. La délégation de l'Uruguay appuiera le projet de résolution des quatorze Puissances.

La séance est levée à 13 h. 5.